



© Fotolla - Kadmy

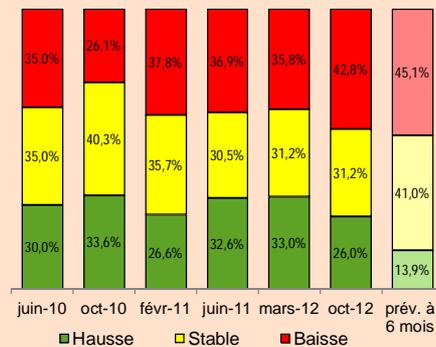
Baromètre du commerce de détail dans l'Aisne

Conclusions de l'enquête téléphonique réalisée
 du 15 au 29 octobre 2012 auprès de **211** commerçants axonais

- ☑ Les chiffres d'affaires atteignent leur plus bas niveau depuis 2009 !
- ☑ La morosité générale n'incite pas les entreprises à investir.
- ☑ Les trésoreries se contractent fortement.
- ☑ Orientation stable des emplois.
- ☑ Un climat de confiance éprouvé : 1 dirigeant sur 2 anticipe une dégradation du niveau des affaires.

Les chiffres d'affaires atteignent leur plus bas niveau depuis 2009 !

QUELLE EST L'ÉVOLUTION DE VOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES AU COURS DES 6 DERNIERS MOIS ?



A l'issue du 1^{er} trimestre 2012, de nombreuses incertitudes demeuraient, en raison d'un manque de visibilité et d'une frilosité des achats liée aux échéances électorales. Les commerçants étaient dans une perspective de stabilisation de la conjoncture économique. Dopée par l'arrivée des grands froids, leur activité avait commencé à redémarrer.

Six mois plus tard, le constat est fort différent. Les élections présidentielles sont terminées mais l'activité du commerce axonais reste mal orientée. Près de 43% des commerçants interrogés témoignent d'une baisse de leur chiffre d'affaires et 26% une hausse, soit une situation comparable à celle de février 2009 ! Au demeurant, aucune amélioration n'est attendue dans les six mois à venir.

De nombreux commerçants avancent le **manque de pouvoir d'achat des ménages** comme l'un des facteurs expliquant cette dégradation. Les statistiques rejoignent le ressenti des commerçants, et plus largement celui des français car, en effet, l'INSEE estime le recul du pouvoir d'achat à - 0,5% en moyenne annuelle pour 2012 (première fois depuis 1984), avec un repli concentré en grande partie sur le second semestre.

La multiplication des plans sociaux, la montée du chômage et la forte médiatisation de la crise pèsent par ailleurs sur la consommation. Dans ce contexte, on observe **un repli de la consommation au profit de la constitution d'une épargne de précaution**.

Un certain **attentisme**, voire scepticisme, est également perceptible **chez les dirigeants interrogés, face aux mesures du nouveau gouvernement** pour redresser l'économie nationale.

■ ALIMENTATION

Si le poste ne constitue pas une variable d'ajustement à proprement parler car les ménages doivent continuer à s'alimenter, en revanche, le contexte économique difficile entraîne des **arbitrages budgétaires conjoncturels de la part des clients sur certains produits** (moins de pâtisserie, moins de viande, préférence pour les

marques des distributeurs ...). **La situation du commerce alimentaire est, une fois de plus, en baisse par rapport à l'enquête précédente.** Si certains maintiennent leur niveau d'activité par suite de la fermeture de concurrents (et donc l'arrivée de nouveaux clients), ils constatent cependant une baisse générale du panier moyen.

Dans les hyper et supermarchés, les chiffres d'affaires restent encore à la hausse pour 44% des professionnels interrogés mais progressent à un rythme moins accentué (71% en mars 2012). L'activité reste satisfaisante sur les rayons alimentaires mais un **net repli de l'activité est observé sur les rayons non alimentaires.** Des inquiétudes sont ressenties sur le mois de novembre (privation d'achats en vue des fêtes de fin d'année) et les dirigeants de la grande distribution expriment de vives craintes sur l'avenir de leur secteur.

■ COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE

1 entreprise sur 2 voit son chiffre d'affaires diminuer notamment pour les professionnels de la vente de véhicules neufs. Les réparations et les entretiens sont reportés et les entreprises n'ont pas de visibilité pour le prochain semestre. La confiance en l'avenir se réduit (72% de pessimistes).

■ EQUIPEMENT DE LA PERSONNE

Les secteurs du prêt-à-porter et de la chaussure sont fortement dépendants des conditions météorologiques qui sont parfois en décalage avec les nouvelles collections. Ce fut encore le cas cette année et donc un **semestre difficile en raison d'une météo défavorable.** Les achats d'octobre ont également été « plombés » par les impôts locaux. Les bijouteries-horlogeries continuent de voir leur chiffre d'affaires décroître avec un cours de l'or qui demeure élevé.

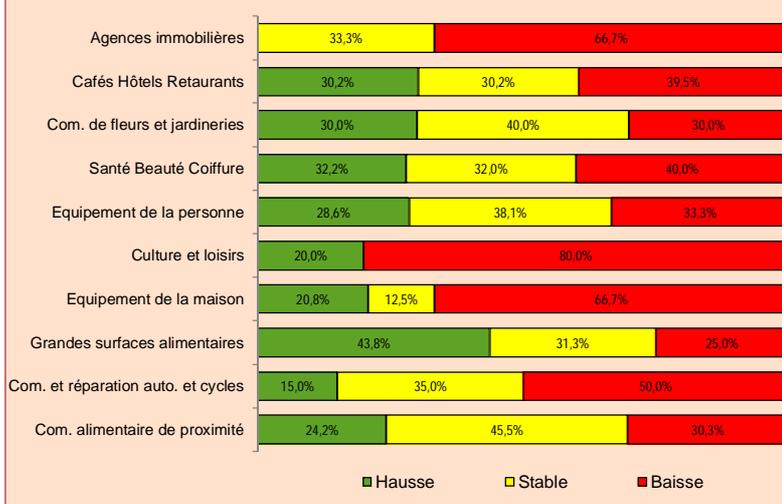
■ EQUIPEMENT DE LA MAISON

Les commerçants de ce secteur voient leur activité chuter : 67% d'entre eux pour la période écoulée. **Les secteurs du meuble et de l'électroménager souffrent tandis que les magasins de bricolage, jusqu'alors préservés, commencent aussi à subir l'arbitrage des consommateurs.** Le manque de pouvoir d'achat des ménages explique le report de certaines dépenses mais le secteur subit par ailleurs les ventes du commerce en ligne.

■ CULTURE - LOISIRS

L'orientation globale des chiffres d'affaires du secteur apparaît particulièrement défavorable. 8 commerçants sur 10 déclarent une chute de leur niveau d'activité. Le secteur subit non seulement la concurrence d'internet mais aussi la réduction des dépenses des consommateurs qui privilégient d'autres secteurs. Le marché du sport est plutôt à la baisse et les résultats

EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES AU COURS DES 6 DERNIERS MOIS



des tabacs - journaux ont été freinés par les effets de la crise et les évolutions de consommation liées pour partie à l'augmentation régulière du prix du tabac.

■ SANTÉ - BEAUTÉ - COIFFURE

Le secteur affiche des résultats partagés selon les activités. Les salons de coiffure se maintiennent malgré une tendance à l'espacement des rendez-vous et **les salons de beauté - parfumeries affichent des résultats en stagnation**, voire en progression pour ceux qui se démarquent en redynamisant l'offre de services et en fidélisant encore plus leur clientèle. Le **marché de l'optique connaît un léger recul** mais les résultats sont cependant meilleurs que ceux des **pharmacies qui ne parviennent pas à maintenir leurs chiffres d'affaires.** Les politiques de limitation des déficits par la maîtrise des dépenses de santé pèsent sur l'économie globale des officines.

■ COMMERCES DE FLEURS - JARDINERIES

Les fleuristes enregistrent une contraction de leurs niveaux d'affaires. La montée en puissance d'autres canaux de distribution tels que les grandes surfaces, crée un contexte concurrentiel difficile contre lequel les fleuristes répondent en affichant leur image de spécialiste et leur capacité à conseiller le client. En revanche, **les jardineries connaissent une progression de leur chiffre d'affaires.** Les professionnels du secteur espèrent une relance de l'activité avec l'arrivée des fêtes de fin d'année.

■ AGENCES IMMOBILIÈRES

2 agences sur 3 déclarent une diminution de leur chiffre d'affaires et **la profession est tout aussi préoccupée par la baisse du pouvoir d'achat des acquéreurs que par le durcissement des conditions d'octroi du crédit.** A cela vient s'ajouter la concurrence d'internet et celle des réseaux de mandataires qui ne sont pas soumis aux mêmes contraintes réglementaires. Les perspectives de début 2013 sont alarmantes face à un marché en total retrait, la période hivernale étant moins propice aux transactions.

■ CAFÉS - HÔTELS - RESTAURANTS

Difficile semble être le mot d'ordre de l'ensemble du secteur d'activité. **La situation des bars - tabac continue à se dégrader.** En cause : la hausse du prix du tabac et la diminution de la consommation d'alcool. Les perspectives s'annoncent sombres pour les buralistes.

Chez les restaurateurs, malgré la modification d'amplitudes horaires et la diversification de produits pour relancer le chiffre d'affaires, **des ralentissements d'activité sont ressentis.** La baisse de fréquentation concerne aussi bien la clientèle d'entreprises que les particuliers qui semblent privilégier une restauration type « fast-food » à la brasserie traditionnelle. Les professionnels dénoncent par ailleurs la mise en place de la nouvelle taxe sur la bière qui ne fera qu'entraîner le recul des ventes, dans un marché déjà en berne.

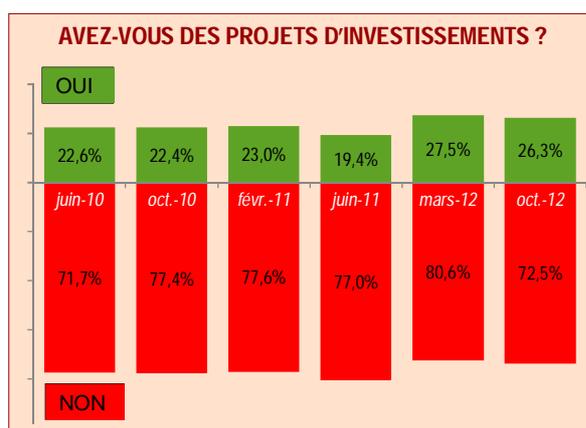
Le secteur hôtelier, pour partie dépendant de l'activité économique du territoire sur lequel il se situe, **constate**

un tassement de l'activité et des craintes sont formulées par rapport à l'évolution de la TVA.



© Fotolia - Michaeljung

La morosité générale n'incite pas les entreprises à investir

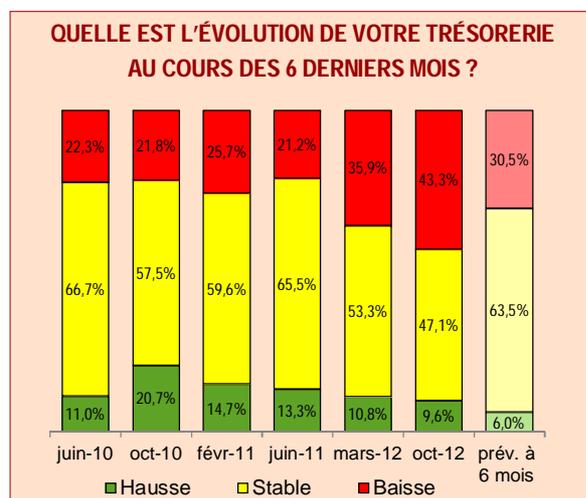


Si au cours du 1^{er} trimestre 2012 les dépenses d'investissement semblaient reprendre un peu, notamment pour des travaux de modernisation, **un coup de frein est de nouveau perceptible chez les commerçants,** traduisant une inquiétude croissante sur les perspectives à venir.

Les programmes d'investissement maintenus sont majoritairement liés à des obligations réglementaires.

Parmi les chefs d'entreprises qui déclarent ne pas vouloir réaliser d'investissements, **22,8% ont annulé ou reporté leurs projets,** soit 10 points de plus que lors de l'enquête précédente. Aucune distinction forte (si ce n'est la grande distribution et le secteur automobile qui continuent de projeter des investissements) n'apparaît entre les différents secteurs d'activités, ce qui montre bien l'attentisme général qui domine actuellement.

Les trésoreries se contractent fortement

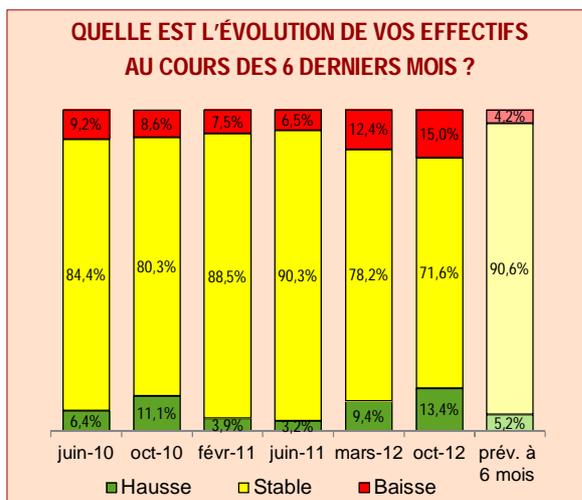


La situation économique défavorable impacte fortement les trésoreries. Ainsi **plus de 43% des commerçants interrogés déclarent une baisse de leur trésorerie.** Il s'agit du niveau le plus haut observé depuis février 2009. Si les charges sociales ont un lourd impact sur la trésorerie des entreprises, on remarque par ailleurs que **les conditions bancaires pour les facilités de caisse semblent avoir été renforcées.**

De manière générale, près de **11% des entreprises déclarent une dégradation des relations avec leur banque,** notamment par un refus de ligne de crédit bancaire à court terme.

Si les problèmes de trésoreries touchent désormais presque tous les secteurs d'activité, parmi les secteurs les plus impactés se trouvent les agences immobilières, le secteur « santé, beauté, coiffure » et les commerces de fleurs - jardinerie, pour lesquels plus d'un dirigeant sur 2 déclare une baisse de sa trésorerie.

Orientation stable des emplois

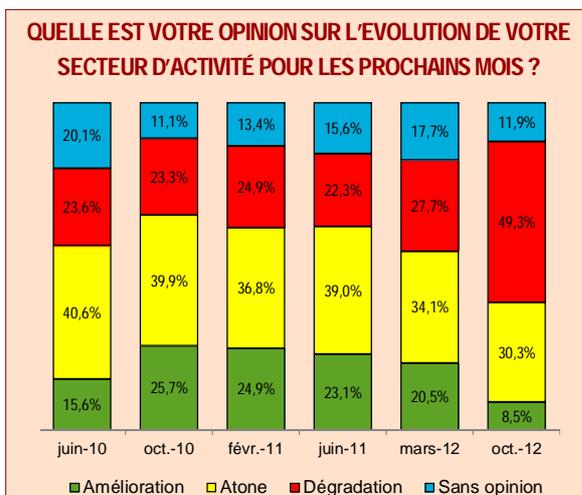


Si les embauches ont été conformes aux prévisions (*elles sont signalées par 13,4% des chefs d'entreprises*), les réductions d'effectifs ont en revanche été plus importantes que celles annoncées. **Le différentiel d'entreprises reste négatif à -1,2 mais il a tendance à se réduire.**

Face à un marché en berne, le secteur des agences immobilières est le premier à souffrir de ces suppressions d'emplois, suivi des commerces dans la culture et les loisirs qui connaissent des résultats particulièrement à la baisse.

Les perspectives laissent entrevoir une nouvelle stabilité pour les mois à venir avec des intentions d'embauche qui demeureraient à un niveau faible.

Un climat de confiance éprouvé : 1 dirigeant sur 2 anticipe une dégradation du niveau des affaires



Les perspectives de l'INSEE tablent sur une stagnation de l'activité jusque la fin de l'année. Avec une croissance à l'arrêt et aucune amélioration en vue, il n'est guère surprenant que **le moral des dirigeants continue de fléchir**. 1 chef d'entreprise sur 2 table sur une dégradation des affaires. Seuls 8,5% se révèlent encore optimistes.

Malgré des politiques d'accueil et de conseil auprès de la clientèle qui peuvent participer à la plus-value que certains détaillants apportent et ainsi leur permettre de maintenir un certain niveau d'activité, les commerçants sont très inquiets quant à leur activité pour les mois à venir. Ils savent que, non seulement **en temps de crise « consommer c'est choisir »** et que les ménages sont sélectifs dans leurs achats, mais que par ailleurs, **le choc conjoncturel se conjugue avec une mutation structurelle de la distribution** avec notamment l'essor du e-commerce.

Les conseillers entreprises de la CCI de l'Aisne sont à votre écoute pour conduire à bien votre projet et vous proposent leurs services de façon **confidentielle et gratuite**.

Vos conseillers commerce :

- Christophe HAELTERMAN (St Quentin - Chauny) - T. 03 23 06 01 95
- Clotilde CASSEMICHE (Laon - Thiérache) - T. 03 23 27 00 21
- Jean-Charles FLAMENT (Soissons - Château-Thierry) - T. 03 23 76 75 03
- Stéphane LIABEUR (Conseiller tourisme) - T. 03 23 76 75 01

Vos conseillers création - reprise d'entreprise :

- Linda CARETTE (Soissons - Château-Thierry) - T. 03 23 69 58 12
- Marie-José MAHIEUX (St Quentin - Chauny) - T. 03 23 04 39 88
- Franck PIONNEAU (Laon - Thiérache) - T. 03 23 27 00 24

Méthodologie

L'enquête de conjoncture a été réalisée auprès de 211 établissements du secteur marchand, dans le département de l'Aisne.

Le panel est constitué à partir des établissements inscrits au fichier RCS de la CCI de l'Aisne. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliquée aux critères suivants : secteur d'activité, localisation, date de création.

Les établissements ont été enquêtés par téléphone par les conseillers de la CCI de l'Aisne durant la période du 15 au 29 octobre 2012.

Les secteurs d'activité ont été regroupés en 10 catégories.